

Emploi

La création d'emplois ralentit en 2018, mais reste supérieure à celle de la France

En 2018, l'emploi salarié francilien progresse de 1,1 % par rapport à fin 2017. Malgré un rythme ralenti après une année 2017 exceptionnelle, l'année 2018 est la deuxième la plus créatrice d'emplois depuis la crise de 2008. C'est le secteur tertiaire marchand, notamment les services aux entreprises et l'information et la communication, qui porte cette dynamique, tandis que la croissance des emplois intérimaires faiblit et atteint son plus bas niveau depuis quatre ans. Le nombre d'emplois augmente dans tous les départements, mais plus faiblement en grande couronne.

Samuel Deheeger, Insee Île-de-France, Service études et diffusion

Fin 2018, l'Île-de-France compte près de six millions d'emplois salariés, privés ou publics (*figure 1*). Ce chiffre représente 23,4 % des salariés de France hors Mayotte, une proportion qui augmente régulièrement depuis 2011.

En un an, avec 64 500 emplois supplémentaires, l'emploi salarié francilien a progressé de 1,1 % contre 0,6 % pour la France hors Mayotte. Fin 2018, le secteur tertiaire rassemble 5,2 millions de salariés, dont près de 1,5 million dans le secteur non marchand.

L'emploi toujours soutenu par le secteur tertiaire marchand

Avec 54 000 emplois créés dans la région en 2018, la dynamique du secteur tertiaire marchand est comparable à celle de 2016, après la forte hausse de 2017 (*figure 2*). En un an, la croissance de l'emploi dans ce secteur a été plus rapide en Île-de-France qu'en France hors Mayotte (respectivement + 1,5 % et + 0,9 %).

Les secteurs les plus créateurs d'emplois sont les services aux entreprises (+ 22 300) et l'information-communication (+ 16 400). La progression de l'emploi dans l'hébergement-restauration ralentit (+ 2,1 %) par rapport à 2017, mais reste plus forte que lors des six années précédentes.

L'intérim ne s'accroît que de 2,5 %, après les fortes hausses des années précédentes (*figure 3*). L'évolution n'avait pas été aussi modérée depuis 2014.

Dans la construction, le rythme de croissance est proche de celui de l'année précédente avec près de 10 000 nouveaux postes de travail. Cette situation s'explique par le dynamisme des mises en chantier liées au

Grand Paris Express et à la bonne tenue du marché immobilier, notamment dans le logement neuf. Dans l'industrie, les effectifs se stabilisent (- 0,4 %) après des années de baisse sensible.

L'emploi continue de se concentrer à Paris et en petite couronne

Entre 2017 et 2018, le nombre d'emplois augmente dans tous les départements, mais de façon plus marquée dans la métropole parisienne, à l'exception du Val-de-Marne. La Seine-Saint-Denis reste le département le plus dynamique : la croissance de l'emploi y est toujours soutenue, portée notamment par les projets de construction liés au Grand Paris (*figure 4*). La croissance est

presque aussi soutenue à Paris, grâce aux créations d'emplois dans le secteur tertiaire marchand. Enfin, dans les Hauts-de-Seine, la dynamique est conforme à la moyenne régionale, les créations d'emplois étant portées par le secteur de la construction. Les créations d'emplois sont plus modérées dans les autres départements franciliens, à l'exception du secteur de la construction, en lien avec les grands projets de construction en Île-de-France. Par conséquent, l'emploi continue de se concentrer à Paris et en petite couronne : près de sept emplois sur dix de la région y sont désormais situés. On observe notamment des transferts d'établissements vers le cœur de l'agglomération dans des domaines tels que le nettoyage ou la sécurité. ■

Avertissement

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Pour en savoir plus

- Chevrot J., Debosque M., Rabadeux D., Trinquier B., « Un marché du travail dynamique dans une fin d'année globalement bien orientée », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 24, avril 2019.

1 Emploi salarié total par secteurs d'activité (en %)

Secteur d'activité NAF rév. 2, 2008	2018 T4 (en milliers)		Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2017/2012 ¹	
	Île-de-France	France hors Mayotte	Île-de-France	France hors Mayotte	Île-de-France	France hors Mayotte
Agriculture	5,7	-0,1	1,9	1,0	1,0	1,0
Industrie	435,9	-0,4	0,3	-1,2	-0,8	-0,8
Industrie agro-alimentaire	50,8	0,1	0,4	0,8	0,4	0,4
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	81,6	0,6	0,9	-0,3	-0,6	-0,6
Biens d'équipement	71,1	-0,8	0,1	-1,6	-1,4	-1,4
Matériels de transport	70,3	-1,0	0,1	-1,7	-1,2	-1,2
Autres branches industrielles	162,2	-0,7	0,2	-1,7	-1,1	-1,1
Construction	283,7	3,5	1,9	0,2	-1,4	-1,4
Tertiaire marchand	3 702,5	1,5	0,9	1,2	1,3	1,3
Commerce	708,0	0,1	0,6	0,6	0,4	0,4
Transports	369,2	1,0	1,2	0,3	0,2	0,2
Hébergement-restauration	316,4	2,1	1,8	1,8	1,7	1,7
Information-communication	416,2	4,1	4,3	0,8	1,3	1,3
Services financiers	338,9	0,8	0,4	0,4	0,5	0,5
Services immobiliers	80,5	0,3	-0,7	0,6	0,4	0,4
Services aux entreprises hors intérim	975,6	2,3	2,4	2,0	1,9	1,9
Intérim	130,8	2,5	-3,3	7,3	8,9	8,9
Services aux ménages	366,8	-0,4	-1,0	0,2	-0,2	-0,2
Tertiaire non marchand	1 488,5	0,2	-0,1	0,5	0,6	0,6
Total	5 916,2	1,1	0,6	0,8	0,6	0,6

Données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

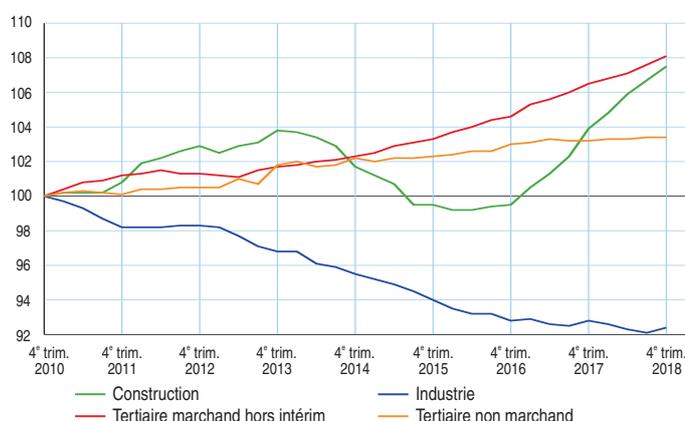
¹ Glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié total du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié total par grands secteurs d'activité en Île-de-France

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

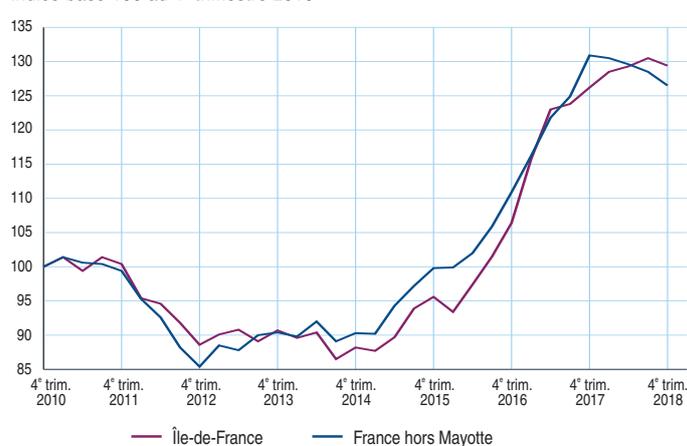


Données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

4 Emploi salarié total par départements et par grands secteurs d'activité en Île-de-France (en %)

	2018 T4 (en milliers)	Glissement annuel						
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand	Total
Paris	1 842,2	ns	-0,2	1,7	2,3	4,5	0,3	1,7
Seine-et-Marne	466,7	ns	-1,1	4,3	0,3	-3,7	0,2	0,4
Yvelines	548,2	ns	1,5	0,7	1,1	1,8	-0,5	0,7
Essonne	456,5	ns	-0,0	4,8	0,4	4,2	-0,3	0,5
Hauts-de-Seine	1 066,6	ns	-2,2	3,3	1,6	3,5	0,2	1,1
Seine-Saint-Denis	620,1	ns	0,2	4,9	2,2	0,7	0,9	1,9
Val-de-Marne	539,3	ns	0,2	4,2	0,1	3,7	-0,6	0,2
Val-d'Oise	376,8	ns	-1,8	3,6	0,2	1,6	0,9	0,5
Île-de-France	5 916,2	-0,1	-0,4	3,5	1,5	2,5	0,2	1,1

Données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

Champ : emploi salarié total ; ns : non significatif.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.